

## **Mot de Christian Taoutel**

Les archives des Peres jésuites par les vérités historiques qu'elles dévoilent, brisent un douteux silence et étonnant oubli de cette période si dramatique de l'histoire du Liban

200.000 personnes, c'est-à-dire environ le tiers de la population du Mont-Liban, une population très majoritairement chrétienne, morte de faim ou d'épidémies comme le typhus, le choléra, la variole ou la fièvre typhoïde entre 1914 et 1918. Cette tragédie ait été si peu décrite et racontée et assez rapidement passée sous silence. Je rappelle ici que jamais aucun mémorial ne leur a été dédié. les morts sont dues principalement à la famine et aux épidémies qui sévissaient, provoquées par la conjonction de plusieurs facteurs : le blocus maritime imposé par la flotte anglaise en Méditerranée, l'embargo du Mont-Liban décidé par Jamal Pacha pour toutes les marchandises et les denrées alimentaires qui lui étaient destinées, mais aussi la fameuse invasion de sauterelles qui détruisit toutes les récoltes à partir d'avril 1915, les conditions d'hygiène et de santé désastreuses, la corruption et la dégradation administrative de l'Etat, l'emmagasinage de denrées pratiqué par certains commerçants et la pratique abusive de l'usure.

Les libanais qui ont osé parler de cette plus grande tragédie de l'histoire du Liban sont peu nombreux. C'est en 1916 que Gibran Khalil Gibran publie depuis son exil aux États-Unis « Mon peuple est mort », afin d'attirer l'attention du monde sur le joug ottoman et la famine qui frappe le Liban : « Mon peuple est mort de faim, et celui qui n'a pas péri de faim a été massacré par l'épée... Toufic Youssef Aouad dans Al-Raghif, le pain ; Charles Corm dans les miracles de la madone au sept douleurs, Mikhael Naimy avec son triste et célèbre poème Akhi mon frère, ainsi que les mémoires du patriarche Elias Hoayek à la délégation libanaise à la conférence de la paix en 1919, ainsi que les écrits d'Antoun Yamin, Ibrahim Naum Kanaan et les mémoires de l'émir Shakib Erslan...

Quant aux archives des pères jésuites, nous pouvons les considérer comme des archives nouvelles et inédites. Ces archives contiennent souvent des lettres envoyées par les jésuites en Europe ou ailleurs, ou encore aux autorités locales ou étrangères (sorte de correspondance

diplomatique), mais elles proviennent surtout des fameux « diaires » que les pères jésuites consignaient – et consignent toujours – que ce soit à titre personnel ou parce qu'on leur en a confié la charge dans la résidence où ils se trouvent. Ce mot « diaire » que l'on ne trouve d'ailleurs pas dans les dictionnaires, et qui fait partie du vocabulaire typiquement jésuite, signifie une sorte de journal où sont rédigés chaque jour, ou lorsque nécessaire, les événements qui se produisent dans nos maisons ou à leur entourage. C'est en quelque sorte une description des faits qui se produisent et qui permettent de retracer l'histoire quasi quotidienne de chacune des maisons jésuites.

Ces « diaires » présentent des caractéristiques bien typiques :

- Tout d'abord, les jésuites qui les ont écrits ne le faisaient pas en vue de leur diffusion ou de leur publication. On peut dire qu'ils le faisaient pour eux-mêmes (journal personnel) ou pour laisser une trace écrite de ce qu'ils vivaient, comme cela était demandé pour chaque maison jésuite.
- Ensuite, ils furent écrits à chaud, et reflètent le langage de leur époque tel qu'on l'utilisait et relatent les événements tels qu'ils se déroulaient sous leurs yeux.
- Dans le cas précis de l'époque de la Grande Guerre, ils reflètent généralement la tristesse, la désolation, et les interrogations vis-à-vis de l'avenir. Je vous livre juste ces mots émouvants du P. Angélil qui termine son diaire du mois de septembre 1916, depuis la résidence de Ghazir en écrivant : « Rien ne perce plus profondément le cœur d'un missionnaire impuissant à secourir la misère et condamné à voir tant de calamités. La mort lui est plus souhaitable ».

Il y a peu d'archives photographiques sur cette époque. Car les pères « photographes » de cette époque, essentiellement les pères Antoine Poidebard et Joseph Delore, ont été mobilisés et rappelés en France dès le début de la guerre. Par ailleurs, cette activité devenait très dangereuse et suspecte aux yeux des ottomans, car elle dénonçait un drame que l'on cherchait à étouffer et à nier.

J'en viens maintenant à m'arrêter au contenu de ces archives, diaires, lettres, correspondance diplomatique, relevés. C'est à leur lecture personnelle, dans le texte, que je vous invite et vous incite, même si celle-ci paraîtra parfois pénible, voire angoissante.

Dans les diaires, les jésuites évoquent 1915 comme « l'Année de la sauterelle ». Le Père Mattern écrit dans son diaire le 12 avril 1915 : « Des nuées de sauterelles ravageuses envahissent Beyrouth. Ensuite, invasion généralisée ». Le 28 juin 1915, il écrit : « Dégâts immenses des sauterelles au Liban. Famine. Il n'y a plus de blé à Beyrouth. Taanaïl et Ksara, ravagés par les sauterelles... ». Dans une lettre de mai 1915, le P. Ronzevalle écrit que l'attitude de Jamal Pacha (dit *al saffah*), serait devenue tout à fait hostile aux chrétiens et aux francophiles. Il ajoute : « Il semble que le blocus du Liban ait commencé. On ne peut plus y tenir, on y meurt littéralement de faim. A Achkout, en deux mois, on a vu mourir de faim 97 habitants sur 450 qu'ils sont. Beaucoup d'autres villages ont perdu le quart, le tiers et même la moitié de leurs habitants. Les vivres n'entrent plus au Liban... défense absolue de ne rien introduire de Beyrouth ou de la Békaa bien que les céréales y abondent. Tous les chrétiens du Liban, notamment les maronites, y sont sous la terreur... ».

Dans les diaires, l'année 1916 est qualifiée « d'année de tous les malheurs ». Elle se termine par la mort de deux jésuites, les pères Hawa et Khaouam, tous deux emportés par la fièvre typhoïde, alors qu'ils s'étaient dévoués au service des malades atteints de typhoïde à Ghazir. Le 31 décembre 1916, sur la dernière page de son diaire, le P. Angélil écrit : « Dans la maison des sœurs dont on prit tout le rez-de-chaussée et l'étage d'en-haut, on fit deux rangées de lits pour les malades qui ont quelques espoirs de guérir. En bas, tous les petits prêts à mourir, les atteints de la typhoïde, les affamés enflés et tuméfiés. 70 en bas et autant en haut. Au parloir on plaça un cercueil pouvant contenir deux enfants ; le premier mort y est déposé et couvert en attendant son compagnon qui ne tarde pas à venir ; alors le prêtre vient avec deux jeunes gens et on porte le cercueil dans notre jardin et les deux enfants sont jetés dans la même fosse. Cette opération se fait chaque jour, souvent deux ou trois fois. Il y a des jours où il y a huit ou dix morts ». Et il termine par ces mots : « On veut nous faire périr doucement, sans bruit, ni sang, mais on veut avant notre exécution nous soutirer et sucer ce qui nous reste ». Malheureusement, les choses ne s'arrangeront pas pendant les deux années suivantes. En mars 1917, un père jésuite écrit : « La crise est terrible, tout l'univers est dans l'angoisse. La famine, la sécheresse, les maladies. Tous les fléaux ! ». Les Libanais affamés vendent les derniers biens qui leur restent. Des commis voyageurs, souvent allemands, viennent en profiter et achètent à des prix misérables les biens que les familles ont accumulés durant des années.

Pendant toutes ces années, les jésuites (majoritairement français à cette époque), considérés comme « associés » aux puissances européennes alliées, subissent les intimidations répétées des autorités ottomanes qui s'en prennent aux établissements et missions de la Compagnie de Jésus au Liban. C'est l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, symbole « phare » du rayonnement des pères jésuites et de la culture française au Liban, qui va payer le tribut le plus lourd. Dès le 8 novembre 1914, quelques jours après la rentrée académique, le commandant de la police et des gendarmes turcs ordonnent au Recteur de l'Université, le P. Gérard de Martimprey, de « faire évacuer la maison en 2 heures et de lui en remettre les clefs ». Il y avait 70 séminaristes, 300 étudiants et 60 religieux parmi lesquels des vieillards et des infirmes. L'école de droit se convertit en école turque de droit, la Faculté française de médecine et de pharmacie devint école de télégraphistes, puis commissariat de police avant d'être affectée en 1916 à l'Ecole de médecine de Damas qui réquisitionna mobiliers, livres, instruments de physique, chimie et bactériologie. Le 20 octobre 1916, est décrite avec amertume, une autre intimidation : « à l'Université Saint-Joseph, on descend la croix de dessus le portail. On y installe solennellement un drapeau ottoman avec fanfare, discours et applaudissements ». Le 1<sup>er</sup> novembre 1916, l'église de l'USJ fut fermée, et devint un dépôt de blé ».

A partir du 26 décembre 1914, le seul jésuite qui soit resté à l'Université est le P. Louis Cheikho, responsable de la Bibliothèque Orientale. Son diaire frappe particulièrement l'esprit du lecteur. Il écrit en prenant des risques énormes, puisqu'il est en danger de peines sévères : « Vous ai-je dit que le P. Cattin avait été appelé à comparaître devant la cour martiale. On aurait, paraît-il, intercepté une lettre adressée à lui et dont l'auteur parle cavalièrement de la Turquie. Heureusement le Père Cattin est déjà loin !... ici toutes les lettres sont saisies et lues et malheur au destinataire s'il s'y trouve quelque chose de défavorable à la Turquie. Prison, coups et mauvais traitements de toute sorte l'attendent sûrement ».

Un mot encore sur la correspondance diplomatique. Tout au long de ces années de guerre les jésuites entretiennent des correspondances avec certains ambassadeurs et consuls, mais aussi avec les Ottomans. Je me suffirai de citer deux extraits de deux lettres.

La première est envoyée par un père jésuite anonyme en 1915, et dans laquelle il demande aux officiers ottomans de ne pas couper les arbres et les vignes du domaine de Bikfaya, car c'est tout ce qu'il reste aux pères pour réchauffer et nourrir les orphelins affamés, alors qu'il fait dehors – 8 degrés.

La seconde envoyée le 3 septembre 1915 au P. Paul Mattern, Supérieur de la Mission des jésuites à Beyrouth, par l'ambassadeur François Georges-Picot (le signataire de l'accord Sykes-Picot) depuis l'ambassade de France à Londres : « J'exprime mon espoir de voir bientôt la Turquie vaincue, et notre rentrée possible à Beyrouth ; et comme vous l'avez vu dans les journaux, notre drapeau flotte depuis trois jours sur l'île d'Arouad, coin de terre syrienne au nord de Tripoli, affirmant l'avenir qui se prépare... ».

Avant de conclure, j'aimerais attirer votre attention que notre ouvrage que nous signerons dans quelques minutes, est dédié : « A la mémoire du peuple libanais et des pères jésuites de la Mission du Proche-Orient, victimes de la Première Guerre Mondiale ».

En conclusion, je voudrais rendre hommage au P. Alex Bassili, et au P. Sélim Abou sans lesquels ces archives seraient restées muettes.